Édito - École, citoyenneté, ethnicité

School, ethnicity, citizenship

Béatrice Mabilon-Bonfils et Geneviève Zoïa

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ree/6528>

DOI : 10.4000/ree.6528

ISSN : 1954-3077

Éditeur

Université de Nantes

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2016

Référence électronique

Béatrice Mabilon-Bonfils et Geneviève Zoïa, « Édito - École, citoyenneté, ethnicité », *Recherches en éducation* [En ligne], 26 | 2016, mis en ligne le 01 juin 2016, consulté le 12 juin 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ree/6528> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ree.6528>

Recherches en éducation est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

École, citoyenneté, ethnicité

Béatrice Mabilon-Bonfils & Geneviève Zoïa

Édito

L'objectif du dossier thématique « École, citoyenneté, ethnicité » est d'interroger, sous l'angle de différentes disciplines (anthropologie, sociologie, sciences de l'éducation, psychologie sociale, histoire) et à l'aide d'une approche spatiale comparée, la question très sensible de la formation et de la cohabitation des identités dans nos sociétés contemporaines. La notion même d'ethnicité demande à être questionnée : quel sens revêt-elle selon le contexte culturel considéré ? Comment permet-elle d'appréhender la fabrique du sentiment national, ici et ailleurs ? Nous avons voulu comprendre ce que signifie aujourd'hui être Français, Belge, Mauricien... en particulier pour les nouvelles générations, et en nous centrant sur les espaces de fabrication de ces identités. L'école en est (encore ?) bien sûr une instance principale. Mais en quoi est-elle encore partie prenante d'un processus de construction identitaire pour les jeunes générations ? Ce processus est-il intégrateur, clivant ? Penser les expériences scolaires dans un cadre unique et homogène a-t-il encore un sens, à l'heure où la différence entre les territoires scolaires entraîne des socialisations différenciées et une véritable absence de mixité sociale et ethnoculturelle dans les classes, les établissements, les quartiers ? Comment ces socialisations se passent-elles ailleurs ? Comment pense-t-on l'identité culturelle ? Suite aux attentats de 2015 à Paris, et au tournant sécuritaire pris par le gouvernement français, le projet de « déchéance de nationalité » témoigne de la force anthropologique de l'idée d'un conflit de loyauté caractérisant les jeunes issus de migrants : la double allégeance est perçue au fond comme le risque d'un engagement douteux vis-à-vis des valeurs de la République. Ces positions tranchées révèlent une conception naturaliste des identités et du lien social, pensés sur le mode d'un stock de traits culturels figés. L'enquête TeO de l'Institut national d'études démographiques (INED), aujourd'hui publiée dans son intégralité, a montré, depuis quelques années déjà, à quel point un sentiment d'appartenance orienté par plusieurs origines risque d'être considéré comme entraînant un déficit du sentiment d'être français.

Laïcité et altérité

Les événements dramatiques de janvier 2015 ont également mis à l'agenda de l'école la création du lien social : une série de onze mesures pour « mettre la laïcité et la transmission des valeurs républicaines au cœur de la mobilisation de l'École » a été adoptée dans l'urgence. L'après-Charlie a donné lieu à une surenchère dans l'affichage d'une laïcité conçue plutôt comme une réponse face à différents problèmes, d'insécurité, d'incivilité ou de repli communautaire, que comme un projet actif pour le vivre-ensemble. Les discours proposant des solutions à l'emporte-pièce monopolisent les médias : blouses, uniformes, drapeau, Marseillaise, sanctions, débats sur le bien-fondé de cours de « morale laïque » à l'école. Posée depuis les origines républicaines comme une forme supérieure de lien social au service de l'émancipation et des valeurs universelles, la laïcité procède aujourd'hui d'une nostalgie collective de réaction : elle n'a jamais été autant sollicitée, mais sa promotion dans l'espace public manifeste une crainte de l'avenir et des mutations dont il est porteur, et une crainte des différences culturelles présentes dans la société. Elle est, concrètement, de plus en plus comprise comme le contraire de la possibilité de différences culturelles coexistant dans l'espace public, en particulier religieuses, ce qui témoigne d'un profond appauvrissement de sens, comme les analyses de Jean Baubérot (2006) l'indiquent bien. Au contraire, le défi d'un modèle laïque pourrait être d'accompagner les débats d'une

société pluriculturelle sur des « désaccords raisonnables » pour reprendre une expression du philosophe américain de la justice John Rawls, ou des « accommodements raisonnables » selon l'intitulé du déjà ancien rapport canadien Bouchard-Taylor.

Surtout, le modèle idéal républicain contraste fortement avec les fonctionnements concrets de nombre d'établissements scolaires. Les travaux, récents ou déjà anciens, des sociologues, comme ceux d'Éric Maurin, François Dubet, Marie Duru-Bellat, Georges Felouzis... relatifs aux effets de la spécialisation sociale et culturelle du territoire français sur les parcours scolaires et les socialisations, montrent que discriminations, inégalités et injustices marquent de plus en plus les expériences scolaires d'enfants de milieux populaires et d'immigrés. Tous les indicateurs régulièrement publiés sur les inégalités scolaires et sociales devant le savoir, l'emploi, la participation sociale, en témoignent. Or, ce sont ces mêmes publics qui sont le plus directement visés par les textes, les lois ou les circulaires qui portent sur l'application de la neutralité républicaine. Autrement dit, le modèle républicain promeut des individus toujours plus abstraits, toujours plus détachés de leurs appartenances, et en réalité ceux qui se sortent le mieux du système sont toujours plus typés, à savoir issus de milieux favorisés, et toujours plus blancs... Dès lors, les leçons de morale ne peuvent être prises au sérieux, décrochées qu'elles sont des besoins des élèves, de leurs socialisations, et des constats inégalitaires.

Enfin, les réformes du système éducatif, volontaristes, nombreuses, multiformes, imposées du haut, semblent se chasser les unes les autres et apparaissent de peu d'efficacité devant des professionnels désarmés. L'inscription des publics d'origine migratoire et migrants dans des territoires où se concentrent pauvreté et origines culturelles communes conditionne leur accès à la réussite scolaire. Dans ces espaces, les réglementations proliférantes ne suffiront pas à apaiser leurs doutes et discuter de leurs questions. Il faut appeler à ce que les débats à l'école soient nourris par les sciences sociales, ce d'autant plus qu'elles sont accusées de venir « excuser » le mal des sociétés démocratiques : délinquance, violence, radicalisation... À travers ses différentes contributions, ce dossier affiche une double ambition : d'une part nous interrogeons les modalités et les impensés du « vivre ensemble » dans une France pluriculturelle et pluriculturelle. Comment s'y construisent aujourd'hui le(s) sentiment(s) d'appartenance des jeunes générations, s'y bricolent les attachements, à la Nation, à la communauté, au groupe ? De nombreux travaux ont démontré à quel point l'Éducation nationale a historiquement constitué un vecteur essentiel de la fabrique du Français, à travers la valorisation de la communauté des citoyens. Qu'en est-il aujourd'hui ? D'autre part, nous avons cherché à décaler notre regard à partir d'expériences étrangères, car, en témoignant à la fois de la complexité des processus d'attachement des individus (local, régional, ethnique, national...), les situations belge et mauricienne rendent compte en miroir du caractère singulier d'un modèle français superposant de façon saisissante sécularisation et république, laïcité et universel, subjectivation et éducation nationale.

École, Sentiment d'appartenance et inégalités ethniques

Pour comprendre la construction du sentiment d'appartenance, une approche combinée des socialisations juvéniles s'impose, prenant ainsi en compte leur circulation au sein de mondes sociaux aux normes sociales, culturelles et politiques hétérogènes. La manière dont l'école d'aujourd'hui promeut le sentiment d'appartenance nationale, la place qu'elle fait effectivement à la diversité, le citoyen qu'elle fabrique, toutes ces dimensions ne peuvent être sans effet sur le sentiment d'identité des jeunes générations. Dans quelle mesure le concept d'ethnicité est-il pertinent pour désigner les phénomènes sociaux et les processus à l'œuvre ?

L'article de Geneviève Zoïa interroge la fécondité théorique du concept, avant de montrer, à l'aide d'une approche ethnographique, comment côtoyer à l'école des individus différents constitue une expérience à la fois extrêmement valorisée en théorie, et en réalité une épreuve souvent difficile pour les parents, les élèves, les professionnels du système éducatif : ni les uns ni les autres ne sont formés ou accompagnés pour ces rencontres pourtant quotidiennes. Jean-François Bruneaud s'interroge, à partir d'une enquête quantitative, sur les rapports des élèves à la laïcité française, en fonction de leur origine ethnique et de leur appartenance – ou non – religieuse et confessionnelle. Béatrice Mabilon-Bonfils et Virginie Martin analysent un processus

social de retournement : comment une école pensée pour faire du Commun se transforme aujourd'hui en une école qui crée de l'Autre. Allen Larue, Juliette Berg et Hee Jin Bang étudient les rapports entre engagement citoyen et ethnicité chez les adolescents d'Île-de-France à l'aide d'une enquête quantitative. Le rapport étroit révélé entre les contextes de l'école et des pairs et chaque type d'engagement souligne l'importance de l'éducation civique, de l'efficacité collective à l'école et d'un climat de classe ouvert favorisant la discussion dans la promotion de la participation politique des jeunes adultes. Croisant qualitatif et quantitatif, François Durpaire questionne les rapports entre école publique et nation, au travers de la manière dont la prescription d'enseigner la Marseillaise est mise en œuvre par les enseignants. Il analyse l'adéquation des demandes de l'institution et des pratiques des enseignants. Iuliana Lunca Popa aborde un impensé dans les questions d'évaluation scolaire en se demandant s'il existe des effets Pygmalion qui peuvent être directement liés à l'appartenance ethnique des élèves. Comparant l'école et l'hôpital, l'enquête d'Olivier Cousin sur l'expérience vécue des discriminations éclaire la façon dont ces deux institutions appréhendent différemment la prise en charge et le traitement des discriminations. Par une plus grande individualisation, l'institution phare de la santé semble paradoxalement moins discriminante que ne l'est une école orientée par une approche plus collective. Perrine Devleeshouwer analyse les désirs de mobilité sociale ascendante et leur réalisation à travers l'accès à l'enseignement supérieur chez de jeunes Bruxellois d'origine étrangère. Alors que la littérature met en évidence une tendance des groupes migrants à développer de plus hautes aspirations que le reste de la population, cet article démontre que ce lien entre aspirations et projet migratoire n'est pas systématique. Il doit être médiatisé par l'expérience scolaire qui correspond ici tant à la position des élèves au sein des hiérarchies scolaires qu'à leur vécu subjectif concernant cette position. Dimitri Cauchie, à Maurice, montre comment les enseignants supposent que l'exclusion du facteur ethnoculturel de leurs activités professionnelles est la voie de l'égalité scolaire et comment le développement d'une identité commune est envisagé dans la perspective d'une « mauricianité » citoyenne ne se référant pas aux appartenances religieuses.

Citoyenneté et appartenances culturelles

Alors qu'il est impossible d'aborder en France la question d'un ordre moral sans en référer à l'espace scolaire et à sa laïcité, ces exemples ouvrent des voies différentes. Nous analysons comment en France, en contradiction avec l'abstraction de la notion de citoyenneté mise en avant, les affiliations culturelles et culturelles se multiplient. Nous considérons ici la « différence » des populations dites immigrées – souvent de la deuxième, troisième et quatrième génération – non pas comme relative à des traits culturels discriminants, mais plutôt comme le produit de rapports sociaux sociologiquement et historiquement construits entre différents acteurs, et produisant à leur tour des frontières ethniques, comme l'a analysé Frederick Barth (1999). L'arrivée en métropole de minorités, installées durablement ou définitivement, questionne le modèle d'une France jacobine, à un moment où l'Europe impose une vision fort différente des droits différentialistes. Notre questionnement envisage de manière originale la problématique scientifique de l'identité nationale au travers des processus et des espaces de socialisations et de construction du/des sentiment(s) d'appartenance chez les jeunes générations. Le contexte social et politique impose un renversement de perspective : il ne s'agit pas de penser la culture nationale dans ses valeurs et traits culturels dominants pour saisir le(s) mode(s) d'intégration des cultures minoritaires et leurs dysfonctionnements, mais d'élucider en quoi les cultures minoritaires interrogent le sentiment d'appartenance nationale et la construction de la citoyenneté française. L'exacerbation des conflits et débats autour de la question de l'identité nationale française a eu pour effet de substantier les appartenances culturelles, ce que notre projet propose de déconstruire.

Béatrice Mabilon-Bonfils

École, Mutations, Apprentissage (EMA), Université Cergy-Pontoise

Geneviève Zola

Centre d'Études Politiques de l'Europe Latine (CEPEL), Université de Montpellier